

"Solution inévitable" dans Corriere della Sera (9 août 1969)

Légende: Le 9 août 1969, le quotidien italien Corriere della Sera analyse les raisons et les répercussions de la dévaluation, la veille, du franc français de 11,10 %.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 09.08.1969, n° 184; anno 94. Milano: Corriere della Sera. "Soluzione inevitabile", auteur:Zappulli, Cesare , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/solution_inevitable_dans_corriere_della_sera_9_aout_1969-fr-f2f60028-5bof-44a6-boe1-826bo8bcd8c3.html



Date de dernière mise à jour: 28/07/2016

Solution inévitable

Après la surprise de novembre quand, contre toute attente de par le monde, de Gaulle annonça que le franc ne serait pas dévalué, nous voici à la surprise d'août: un franc dévalué de 12,50 pour cent. Il y a neuf mois, c'était le facteur irrationnel du prestige qui jouait. Le général qui annonçait la fin de son époque, ne voulait pas conclure avec un affaiblissement de la monnaie, un régime personnel commencé dix ans plus tôt par une autre perte de prestige. Cette fois-ci, par contre, c'est la raison qui a guidé la décision, cette dernière peut aussi être interprétée, à juste titre, comme un assagissement de la politique de «tête froide» que la nouvelle équipe de Pompidou, qui compte des techniciens en son sein, entend mener. Le but poursuivi est de redresser l'économie de la France. Mais pour ce faire, le tour de force est de rompre avec le passé et de liquider l'arriéré inflationniste que le système n'est plus en mesure de résorber.

C'est cela qui explique la dévaluation du franc, annoncée par le gouvernement français après la consultation des autorités monétaires internationales et l'aval donné à l'opération. Grâce au généreux apport venant de l'étranger, la monnaie cisalpine a réussi à maintenir sa parité, sa faiblesse persistante était due à plusieurs causes, parmi lesquelles on reconnaît généralement que se trouvaient au premier rang les dépenses d'une politique extérieure et militaire disproportionnée par rapport aux possibilités du pays, de même qu'une vague de revendications salariales sans rapport aucun avec la productivité. Après quelques mois de perplexité, consacrés à l'examen détaillé des conditions financières et économiques et à la recherche d'une politique capable de redonner au franc le pouvoir d'achat perdu, le gouvernement Chaban-Delmas, qui témoigne du réalisme et du sens du concret de M. Pompidou, a opté pour une solution chirurgicale, en retirant à la monnaie un huitième de sa valeur.

Cette mesure servira-t-elle à quelque chose? Pour pouvoir l'évaluer, comme pour toute autre dévaluation, il faut avant tout se mettre d'accord. Il ne fait pas de doute que, dans un premier temps, l'économie française recevra une bonne bouffée d'oxygène. Les exportations – tant pour les biens que pour les services – seront facilitées parce qu'elles coûteront 12,50 pour cent de moins; de même, les importations deviendront elles plus difficiles, la balance des paiements en ressentira un bénéfice immédiat. Mais tout cela ne pourra se faire qu'à la condition que les prix internes restent fermes, que les salaires restent inchangés, et que le soulagement apporté par cet arrangement ne soit pas dilapidé à un mauvais usage mais utilisé – comme lors d'un armistice – afin de réorganiser les forces et de remettre la machine en route.

Voilà de quoi il s'agit. La dévaluation n'est pas un déshonneur, pas plus qu'elle n'est synonyme de banqueroute. Il s'agit simplement de l'aveu d'une situation de retard dans laquelle s'est retrouvé un système économique, face aux modèles concurrents, dans un régime de liberté des changes et des échanges.

Il ne faut pas s'étonner du fait que des événements monétaires de ce genre se produisent, ce serait plutôt le contraire qui serait surprenant: cela revient à dire que l'économie occidentale est parvenue jusqu'à présent à défendre assez bien le mécanisme des changes fixes, malgré les nombreuses différences nationales en matière de développement de la productivité, d'évolution technologique, de productivité du capital du travail, du taux de participation des travailleurs à la politique des gouvernements, ou comme l'on dit, à la «paix sociale».

Mais encore une fois, demandons-nous si la dévaluation servira à quelque chose. On peut répondre par l'affirmative, comme le laissent entendre les premières déclarations officielles de sources françaises, si elle reflète la ferme volonté de faire mouche et d'aller de l'avant. La dévaluation n'est pas en soi une cure suffisante pour guérir les maux. Il peut s'agir pourtant, comme on l'a relevé, d'un point de départ nécessaire pour initier un nouveau cycle économique dans le but de purger le système des facteurs de faiblesse.

Tout dépendra de la motivation dont saura faire preuve le gouvernement pour ce qui est de la mise en œuvre de la nouvelle politique; de même que la mobilisation de la société, et enfin le consensus des entreprises, des syndicats et des ménages qui devra venir huiler ce mécanisme. La France doit consommer moins et investir plus. Il s'agit là d'une formule qui n'est en rien novatrice, mais qui est la seule qui soit en mesure de redonner du tonus à une économie déprimée.

L'austérité n'est généralement pas populaire. Tout le problème est de savoir si les forces politiques qui ont offert une large majorité à M. Pompidou seront toujours disposées à reconfirmer un tel choix, en lui maintenant leur confiance dans le cadre d'une politique qui exigera des sacrifices de la part de tous. Il est à supposer que le gouvernement français compte sur cet accord, sans lequel il ne se serait pas aventuré à prendre une telle mesure qui, sans un «après» comme celui qui vient d'être sommairement décrit, il n'aurait qu'une portée éphémère.

Restent encore deux questions à examiner brièvement. La première concerne la répercussion de la dévaluation française sur nos affaires internes. Il n'y a ici aucune raison de dramatiser, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il faille éluder la réalité. Nous ne pouvons pas ne pas ressentir de telles conséquences. La France pèse pour beaucoup dans la balance de notre commerce extérieur, mais elle est aussi notre concurrent pour de nombreux échanges avec des pays tiers.

La deuxième concerne l'ordre monétaire occidental. De ce point de vue, il semble faire peu de doutes qu'avec l'approche de la conférence du fonds et du «lancement» du nouveau mécanisme des droits spéciaux de prélèvement, destiné à augmenter la liquidité internationale, la dévaluation du franc est perçue comme une nécessaire opération d'hygiène monétaire dont l'effet sera d'éliminer un autre motif d'incertitude dans les accords en voie de concrétisation.

Cesare Zappulli